

L'année 2015, tournant pour le développement et l'intégration régionale en Méditerranée

Mourad Ezzine

Manager du Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI)



Le **Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI)** est une plateforme réunissant agences de développement, États, autorités locales et société civile de l'ensemble du pourtour méditerranéen dans le but d'échanger des connaissances, de discuter des politiques publiques et d'identifier des solutions aux défis qui se posent dans la région.

www.cmimarseille.org

Facebook : CMI Marseille / Twitter : @cmimarseille

L'année 2015 représente un tournant dans la politique internationale pour le développement, puisque c'est une échéance importante pour lancer de nouvelles actions, y compris en Méditerranée. Trois échéances, en particulier, sont à retenir : (i) l'adoption des Objectifs de développement durable par l'Assemblée générale des Nations Unies ; (ii) les vingt ans du Processus de Barcelone et la révision de la Politique européenne de voisinage de l'Union européenne et (iii) la 21^e Conférence des parties (COP21) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Les objectifs de développement durable et la réduction des inégalités

Parmi les dix-sept objectifs proposés par le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, il y en a un qui concerne plus que jamais la Méditerranée : « Réduire les inégalités au sein des pays et entre les pays ».

L'exclusion a été le catalyseur des révolutions arabes qui ont révélé l'ampleur des frustrations ressenties par les populations marginalisées, et reste le principal facteur de la contestation sociale dans certains pays, et de conflits dans d'autres. Cette exclusion touche particulièrement les jeunes, et de manière plus dramatique les femmes et les habitants du monde rural et des régions éloignées des grands centres économiques. Elle se traduit par le chômage et la perte de confiance dans les structures de l'État et, dans le sud et l'est de la Méditerranée, nourrit tantôt la radicalisation et tantôt les migrations clandestines.

Cette thématique multidimensionnelle a été abordée par le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) dans un rapport du *Cycle de réflexion sur les transitions économiques en Méditerranée*. Le groupe de travail qui a rédigé ce rapport considère que dans cette région le contrat social entre l'État et sa jeunesse est au cœur des processus de rénovation, de mobilisation et d'intégration. La coopération internationale est essentielle pour accompagner ces processus, mais sa relance devra partir du Sud.

Afin d'agir sur l'exclusion dans le long terme et renouer le contrat social qui unit l'État avec ses citoyens, le rapport propose de porter l'attention, en priorité, sur quatre axes étroitement articulés entre eux : (i) la composition progressive de chaînes de valeur euro-méditerranéennes par des co-productions entre Nord et Sud de la Méditerranée ; (ii) l'appui au développement de l'économie de la connaissance ; (iii) le soutien à l'économie rurale et au développement régional ; (iv) la sécurisation de la mobilité des personnes légalement installées sur l'espace commun¹.

Le succès de l'Europe a été bâti sur la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. La coopération économique a joué un rôle primordial dans la construction d'une union politique et les relations entre les professionnels et les entreprises, et la valorisation des chaînes de valeur est une clé pour l'intégration régionale. Si aujourd'hui les relations avec le Sud se basent principalement sur les contrats de sous-traitance à court terme, bâtir des liens de long terme doit devenir une priorité.

L'économie de la connaissance, bien public par excellence, doit devenir un facteur de développement de relations plus égalitaires entre pays. Il s'agit d'une condition nécessaire pour mieux positionner la région méditerranéenne dans l'économie mondiale et favoriser ainsi un plus grand nombre d'emplois pour les jeunes, mais surtout de meilleurs emplois, ceux qui rentabilisent les importants investissements en capital humain consentis par les sociétés méditerranéennes. Le renforcement de la qualité des systèmes éducatifs, la valorisation des formations professionnelles, les échanges entre formateurs, élèves, étudiants, tout ce qui constitue des « communautés de pratiques », doit être mis en avant.

¹ Cycle de réflexion sur les transitions économiques en Méditerranée. Réponse à la consultation de l'Union européenne pour la définition d'une nouvelle politique européenne de voisinage méridional. Lien sur le site du CMI : <http://bit.ly/1TPXWpa>

Le Centre pour l'Intégration en Méditerranée examine ainsi la mise en place d'actions qui visent à une montée en compétences des pays du Sud de la Méditerranée dans une optique d'harmonisation des contenus des formations, d'amélioration de la qualité et de reconnaissance mutuelle des diplômes. La formation professionnelle fait ainsi l'objet d'une attention particulière.

Dans une région où entre le tiers et la moitié de la population habite en milieu rural (mais avec une persistance de fortes disparités territoriales sur le plan socio-économique notamment), il importe de réfléchir aux synergies à préserver ou à développer entre territoires urbains et ruraux pour ouvrir la voie à une croissance durable et partagée. Le soutien à l'agriculture familiale et à la décentralisation permet de développer l'économie et, dans le cadre d'un renouvellement du contrat social, de favoriser la participation citoyenne selon un principe de subsidiarité, avec une approche ascendante. L'attention aux liens entre ville et campagne fera l'objet d'un événement qui sera organisée par le Centre pour l'Intégration en Méditerranée avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur « Cohésion territoriale et croissance inclusive dans une Méditerranée en transition » à Marseille le 6 novembre 2015.

La mobilité des personnes permet de créer des liens entre les pays et leurs ressortissants. Cela favorise la compréhension mutuelle, le développement d'intérêts croisés. La valorisation des diasporas, du multiculturalisme, de la stabilité économique et professionnelle des résidents étrangers deviennent fondamentaux. Il est intéressant de constater que la France est en train de revoir sa législation sur le séjour des étrangers avec des propositions qui vont dans ce sens. Les travaux montrent que les migrants reviennent plus difficilement dans leur pays d'origine et n'y développent pas d'activités lorsqu'ils ont des statuts juridiques précaires dans les pays d'accueil. En outre, l'expérience a montré que les politiques d'aide au retour sont coûteuses et inefficaces. En revanche, les effets des diasporas sur les pays d'origine sont essentiels en terme de transfert matériel (argent) et immatériel (normes, pratiques de santé, de comportement sociétal, de fécondité, etc.). Le passage d'une optique de « migration » à une optique de « mobilité » favorise le développement socio-économique des pays d'origine et d'accueil. Une politique d'immigration efficace est une politique qui favorise la mobilité des migrants en garantissant la transférabilité et la continuité des droits acquis dans le pays d'accueil. Conscient du besoin de continuer à travailler sur une vision partagée sur ces enjeux et de la nécessité de participer activement à la construction d'une Méditerranée pour les jeunes, le CMI a décidé de se concentrer notamment sur les causes profondes du malaise de la jeunesse. Les attaques terroristes récentes dans le monde arabe et en Europe et la croissance de mouvements radicaux ont été alimentées par une jeunesse marginalisée qui se sent exclue des processus décisionnels économiques, politiques et sociaux dans les pays d'origine. Si les réponses initiales à ces phénomènes ont été d'ordre sécuritaire, il est important dorénavant de mieux comprendre et d'agir sur ses fondements économiques, sociaux et politiques.

Le besoin d'une vision régionale méditerranéenne plus forte

La pertinence d'une présence forte de l'Union européenne en Méditerranée est incontestable. Les efforts qui ont été faits au niveau euro-méditerranéen doivent être renforcés puisque la communauté de destin qui lie l'Europe aux rives Sud et Est de la Méditerranée est incontestable.

L'existence de fora de dialogue régionaux entre l'UE et les pays du Sud est fondamentale. Ainsi, plusieurs organisations multilatérales ont émergé au fil du temps, toutes avec des caractéristiques spécifiques et complémentaires. L'Union pour la Méditerranée, espace politique de dialogue entre les pays riverains, réunit des représentants des gouvernements et fait avancer des projets grâce au rapprochement des volontés politiques. La Fondation Anna Lindh donne la voix aux sociétés civiles méditerranéennes à travers la culture, l'éducation, les médias. Le CMI réunit des institutions financières internationales, des agences de développement, des gouvernements et des collectivités locales et finance des actions de partage des connaissances et des partenariats pour sensibiliser l'ensemble des acteurs du développement sur les priorités et les enjeux en Méditerranée.

Dans le cadre de la révision de la Politique européenne de voisinage, le CMI œuvrera pour que le dialogue entre l'Union européenne et les pays du Sud et de l'Est s'ouvre à tous les sujets, y compris les plus sensibles, tels que la mobilité, l'agriculture et les services. Sur ces sujets le CMI et CIHEAM ont récemment décidé d'unir leurs forces² et de travailler en complémentarité sur ces enjeux en Méditerranée. C'est seulement avec un tel changement d'approche que l'UE pourra véritablement soutenir les dynamiques politiques puissantes engagées par les pays arabes.

La dégradation de l'environnement menace le développement

En introduction de la table ronde sur le financement organisée le 5 juin 2015 à Marseille par le CMI dans le cadre de la conférence MEDCOP21, il a notamment été souligné qu'une des causes du conflit atroce que connaît la Syrie aujourd'hui, c'est précisément trois ans de sécheresse historique entre 2006 et 2009 qui ont fait migrer un million de personnes, qui se sont ajoutées à un million de réfugiés irakiens et ont fait exploser tous les équilibres du pays. Sans nier l'origine extrêmement complexe de cette crise, cela fait ressortir le caractère éminemment politique de cette question climatique. Le Ministre des Affaires étrangères et du développement international français, Laurent Fabius, a fait remarquer que notre génération est la première qui possède les moyens techniques de réduire sensiblement l'impact du changement climatique, mais c'est aussi la dernière qui pourra le faire, car après il sera trop tard. Ce propos, met en avant l'urgence d'agir maintenant.

² Le CIHEAM et le CMI ont signé le 17 juin 2015 un *Memorandum of Understanding*.

En décembre 2014, le Centre pour l'Intégration en Méditerranée a contribué au débat sur le changement climatique en diffusant le rapport « *Turn Down the Heat 3* »³ sur les impacts prévisibles de celui-ci dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Cette activité est finalisée à une prise de conscience sur les enjeux spécifiques à la Méditerranée. Ce travail, basé sur les dernières connaissances scientifiques, entend mobiliser les décideurs à travers des messages forts : l'eau douce risque de manquer, la sécurité alimentaire sera bientôt menacée, les événements extrêmes risquent de se multiplier avec notamment de longues vagues de chaleur ou des inondations destructrices qui vont toucher les populations les plus pauvres. Dans ce rapport les auteurs n'hésitent pas à relayer de manière explicite l'hypothèse d'un lien de causalité entre le changement climatique et le « printemps arabe ». Un chapitre est aussi consacré aux inéluctables migrations humaines qui vont s'intensifier dans l'avenir.

Depuis 2012, le Centre a réfléchi autour du thème « *Vers une croissance verte en Méditerranée* » en mobilisant des économistes de la Banque mondiale, de l'Agence Française de Développement et de la Banque européenne d'investissement autour des experts du Plan Bleu et le réseau d'économistes du FEMISE. Il s'agissait de revisiter la question du développement durable de la région.

Malgré la volonté politique et l'action courageuse et d'envergure d'un pays comme le Maroc, qui balise la voie pour d'autres pays, il est encore difficile d'affirmer que la croissance verte est en marche dans la région méditerranéenne. Mais dans cette région du monde où un tiers de la population a moins de 15 ans, il convient de miser sur des trajectoires économiques qui permettent de valoriser la ressources humaines. La croissance verte porte en elle des valeurs de modernité, de technicité, de partage que les jeunes générations au Sud et à l'Est de la Méditerranée sauront cultiver.

Les conclusions de ce travail ont permis d'identifier quatre arguments : (i) il est urgent d'agir pour mettre en place des réformes car la dégradation de l'environnement constitue une véritable menace pour des secteurs clés dans la région (comme le tourisme par exemple mais aussi l'industrie), (ii) il convient de ne pas prendre les décisions aux conséquences irréversibles (par exemple éviter de construire en zone côtière fragile en raison de l'érosion marine car le coût de déplacement des habitations est considérable) et (iii) des opportunités de co-bénéfices des actions environnementale peuvent être substantielles (par exemple si on lutte contre la pollution, on réduira nos efforts de traitement d'eau potable, si on lutte contre la pollution de l'air les gains en terme de santé publique sont considérables). Enfin, (iv) la croissance verte est porteuse d'améliorations socio-économiques et notamment d'emplois verts (estimé à des centaines de milliers).

Mais pour aller au-delà de cette logique « d'atténuation » il est important de miser sur les énergies renouvelables. Grâce à son ensoleillement important, le Sud de la Méditerranée a un avantage comparatif évident. Pourtant, ce qu'on voit aujourd'hui c'est une Europe relativement peu ensoleillée subventionner sa propre production d'énergies renouvelables, ce qui rend plus difficile l'émergence d'une production compétitive d'énergie solaire en Afrique du Nord. Si l'Afrique du Nord pouvait produire et exporter une énergie solaire sur un marché ouvert et compétitif, il y aurait création de dizaines de milliers d'emploi au Sud de la Méditerranée, une énergie à meilleur marché pour le Nord et un gain appréciable pour l'environnement.

Il y a certainement d'autres considérations qui rentrent en jeu pour de telles décisions. Mais, c'est précisément à ce niveau que le CMI entend jouer un rôle fondamental : faire converger les points de vues à travers sa capacité de réunir autour d'une même table l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux concernés par ces décisions, partager le plus largement possible les expériences réussies, et contribuer à créer un climat de confiance qui est essentiel pour la paix et la prospérité de la région. Dans ce contexte, la prise en compte des questions climatiques dans toute activité est nécessaire. Et la COP21 qui se tiendra à Paris à partir du 30 novembre 2015 devra comporter un engagement fort au niveau mondial. Sans cela, les objectifs de développement soutenable ne pourront pas être atteints.

Conclusion

A présent, plus que jamais, en Méditerranée, la coopération internationale est essentielle pour contribuer à une intégration plus partagée et plus inclusive. Le CMI suggère une action axée sur 3 priorités :

- La diffusion des connaissances et des compétences, qui sont des biens publics par excellence, est une question clé pour réaliser la convergence de la croissance globale de la productivité et la réduction des inégalités ;
- L'implication des acteurs non étatiques, en particulier les acteurs locaux, à travers des approches ascendantes : les autorités locales, les diasporas, les réseaux d'Organisations de la Société Civile, sont des acteurs incontournables de l'intégration régionale ;
- La prise en compte de la jeunesse sera cruciale afin d'aboutir à une diffusion des connaissances et des compétences plus large, plus efficace et ayant des effets concrets et significatifs sur l'amélioration du niveau d'intégration au sein de la région Méditerranée.

³ Cette publication est disponible sur le lien suivant : <http://www.banquemonddiale.org/fr/topic/climatechange/publication/turn-down-the-heat>